

Mais encore, faut-il que cette immigration constitue un accroissement réel de population et ne soit pas seulement une augmentation numérique et fallacieuse des êtres qui demandent à la terre leur nourriture quotidienne. Ce qu'il faut au Canada, pour qu'il se développe comme pays, ce ne sont pas quelques chiffres de plus dans le recensement, c'est l'extension de ses éléments constitutifs.

Un groupe de quatre mille Doukhobores ou de cinq mille Galiciens comme ceux qui ont été implantés au Manitoba et au Nord-Ouest et qui, parqués sur un certain espace, n'ont aucune relation avec l'entourage et le nombre du pays, n'est pas un accroissement de population, ce n'est pas de l'immigration, de la colonisation : c'est du peuplement.

L'introduction d'un troupeau de quatre mille bœufs triés ou de cinq mille moutons de choix, occupant le même espace, serait pour le Canada une acquisition bien autrement profitable et infiniment moins dangereuse.

Le grand malheur du Canada a été son état constitutif, la juxtaposition de différentes races peu assimilables qui a empêché jusqu'à présent la fusion de la population en un type distinctif, la création d'un type national. A toute occasion on s'écrie sur un ton palinodique : Soyons unis, formons un Canada uni, et aussitôt que l'on croit commencer de toucher à ce desideratum si souvent exprimé, on s'en éloigne par un coup de rame maladroit ou malhonnête, qui écarte la barque de la rive à laquelle ses passagers croyaient atterrir.

Ceci est particulièrement vrai pour la population de l'Ouest, car lorsqu'il s'agit de la population de l'Est, le travail nécessaire pour le rapprochement des races est tout fait et lorsqu'on voudra la fusion elle

pourra se faire dès le lendemain ; cependant les Canadiens-français y mettent certaines conditions et ils ont raison. Il ne tient qu'aux Anglais de provoquer l'union : qu'ils fassent disparaître leur morgue, qu'ils cessent de se croire une race supérieure, qu'ils admettent un jour que le travail est un capital tout aussi productif et respectable que l'autre, et ils seront surpris de voir comme les choses s'arrangent vite. Notre tempérament, nos habitudes, nos besoins commerciaux — pour parler ici des Canadiens-français — sont les mêmes ; nous travaillons au développement du même pays comme deux associés de la même maison, deux membres de la raison sociale qui se bouderaient depuis de longues années, parce que l'un est trop hautain et l'autre trop têtue. Ce sont des choses qui peuvent s'arranger facilement. Ne parlons donc pas de l'Est et occupons-nous uniquement de l'état social de l'Ouest.

A la suite de la rébellion de 1885, après les tristesses de cette lutte fratricide, les gouvernements avaient senti le besoin de se rapprocher des couches établies là et de créer un contact plus intime entre leur existence et celle du reste de la nation. Des fonctionnaires plus intelligents et plus humains avaient été envoyés là-bas ; petit à petit le système de représentation politique y avait pris une consistance plus sérieuse et l'éducation civique et morale de cette population faisait de rapides progrès.

Pourquoi faut-il qu'on travaille virtuellement maintenant à détruire cette œuvre bienfaisante ?

On a beau invoquer toutes les raisons possibles, l'implantation dans des centres récemment assimilés, comme les centres du Nord-Ouest, d'éléments aussi profondément hostiles à nos mœurs et à nos idées que ces bandes de Galiciens et de Douk-